



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2026-7-1/2026-7-15]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Mercredi 1^{er} juillet.

Denis Mukwege critique la gouvernance de la RDC sous Félix Tshisekedi. Dans une lettre ouverte au président Félix Tshisekedi, il affirme qu'il n'y a « rien à célébrer », en ce jour d'anniversaire de l'accession du pays à son indépendance. Selon lui, la RDC traverse une crise profonde marquée par l'insécurité, les souffrances des populations et les menaces qui pèsent sur l'intégrité du territoire national. Le Prix Nobel de la paix revient sur plusieurs décisions prises depuis l'arrivée au pouvoir du chef de l'État en 2019. Il critique notamment la gestion de l'état de siège, la politique sécuritaire menée dans l'Est du pays ainsi que certaines orientations diplomatiques engagées avec des partenaires régionaux et internationaux. Il déplore l'absence d'avancées significatives dans la lutte contre l'impunité. Il regrette que les recommandations relatives à la justice transitionnelle et à la création d'un tribunal chargé de juger les crimes graves commis en RDC n'aient pas abouti. Il s'inquiète des « risques pour la souveraineté nationale » et appelle le chef de l'État à privilégier la restauration de la paix, la protection des civils, le renforcement de l'État de droit et l'amélioration de la gouvernance. Il l'exhorte à ne pas engager de processus de révision constitutionnelle et à saisir « cette dernière chance » pour remettre le pays sur la voie d'une sortie de crise durable.

Mgr Fulgence Muteba appelle à « un dialogue inclusif et incontournable » en RDC. Il l'a affirmé le 30 juin au cours de son homélie à la Cathédrale Saint Pierre et Paul de Lubumbashi, à l'occasion du 66^{ème} anniversaire de l'indépendance de la RDC. « Ce 66e anniversaire est l'occasion pour faire un examen de conscience et une prise de responsabilité collective pour inaugurer une nouvelle ère de l'histoire de notre pays. Mais il faut d'abord que nous puissions nous rendre compte que nous avons failli dans beaucoup de domaines ». Pour sortir le pays de la crise qu'il traverse, le prélat plaide pour un consensus pour construire une paix durable : « Il faut nous pardonner, il faut nous réconcilier, il faut consolider notre cohésion nationale sur base de la philosophie du vivre ensemble. Un dialogue inclusif et incontournable. Si nous n'empruntons prenons pas ce chemin grand, il y a le risque d'aller jusqu'à perdre ce pays ». Selon lui, la RDC dispose de suffisamment d'atouts, de ressources humaines et naturelles pour qu'il devienne une grande nation au cœur du continent. Pour y parvenir, suggère-t-il, les Congolais devraient prendre conscience de ce qu'il ne va pas dans tous les domaines et s'engager à changer le fusil d'épaule.

Les jeunes de Bukavu invités à transformer les déchets plastiques en opportunités économiques. Pour pallier le calvaire du ramassage et stockage des déchets plastiques dans des dépotoirs, le Conseil de la jeunesse incite les jeunes entrepreneurs ainsi que les opérateurs économiques à investir dans la transformation et la revalorisation de ces déchets. La



structure propose la création d'unités de production semi-industrielles spécialisées. « Ce sont des unités de production semi-industrielles qui sont accessibles à partir de 80 000 \$. Alors, ça, c'est un coût qui paraît énorme pour un seul individu, mais réuni en consortium, réuni en petit groupe, cinq ou six entrepreneurs, ça peut être abordable. » L'objectif principal de cette démarche est de modifier la perception collective des déchets plastiques à Bukavu. Au lieu d'y voir uniquement un problème d'insalubrité, la jeunesse est invitée à y déceler un gisement de matières premières. Afin de soutenir cette dynamique et d'accompagner les porteurs de projets, le Conseil urbain de la jeunesse s'engage à mener des actions de lobbying auprès des décideurs politiques. Des démarches sont initiées pour solliciter des autorités compétentes l'octroi d'allègements et d'assouplissements fiscaux spécifiques afin de faciliter l'implantation de ces nouvelles entreprises de recyclage.

Félix Tshisekedi lance le programme « Debout Jeunes Congolais » doté d'un budget de 1,3 milliard USD. Ce programme de grande envergure découle directement des recommandations formulées lors de la Table ronde nationale sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes qui s'était tenue en novembre dernier. Il s'articule autour de trois axes stratégiques majeurs : des formations professionnelles adaptées, un accompagnement technique à l'entrepreneuriat, une facilitation de l'accès au marché de l'emploi. Pour matérialiser son démarrage immédiat, une première ligne de crédit de 50 millions USD a été débloquée. S'exprimant devant la nation, le président Félix Tshisekedi a redéfini la place des jeunes dans l'espace public : Pendant trop longtemps, on a parlé de la jeunesse comme d'un risque, d'une charge ou d'un problème à gérer. Je veux renverser cette lecture. La jeunesse congolaise n'est pas une menace pour la République. Elle est la condition de son relèvement. (...) L'État ne peut pas, à lui seul, employer tous les jeunes Congolais. Mais il a le devoir de créer les conditions pour que chaque jeune puisse se former, accéder aux opportunités, entreprendre, travailler dignement et contribuer à la prospérité nationale. »

Est de la RDC : un rapport de l'ONU évalue les effectifs de l'AFC/M23 et ses liens croissants avec Joseph Kabila. Selon le rapport du Groupe d'experts de l'ONU, la force de combat de l'AFC/M23 s'élèverait à environ 30 000 combattants. Ce total, précisent les experts, est composé du noyau historique du mouvement, issu de l'ex-CNDP et de la première rébellion M23 de 2012, des recrues mobilisées depuis 2021 dans la diaspora et les camps de réfugiés au Rwanda, ainsi que de plusieurs milliers d'anciens membres des Fardc, policiers congolais et combattants Wazalendo. Ces derniers ont pu être capturés ou s'être ralliés au groupe après la chute de Goma. **Au moins 14 000 soldats rwandais déployés dans l'est de la RDC.** Le rapport de l'ONU évalue, prudemment selon ses propres termes, les effectifs rwandais fin décembre 2025 à 8 000-10 000 soldats au Sud-Kivu, et à 6 000-8 000 au Nord-Kivu. Les mouvements observés depuis relèveraient de rotations, non d'un retrait. Le rapport nomme les officiers responsables : le général Vincent Nyakarundi, chef d'état-major de l'armée de terre rwandaise, sanctionné par Washington en mars 2026, superviserait les opérations. Sur le terrain, les généraux Eugene Nkubito et Vincent Gatama commanderaient les divisions déployées au Nord et au Sud-Kivu, appuyées par les forces spéciales du général Stanislas Gashugi. Ces commandants resteraient basés au Rwanda. Au sommet, le rapport cite l'ancien général James Kabarebe, conseiller défense de Paul Kagame, chargé de coordonner avec l'AFC/M23 et Joseph Kabila. Kigali, sollicité en avril, n'avait pas répondu à la date de rédaction du rapport. **Une restructuration en préparation, notamment en se rapprochant de Joseph Kabila.** Sur le plan politique, le mouvement revendiquerait, selon les enquêteurs, la création d'une « République fédérale du Congo », dont il entendrait constituer et diriger la future armée, plutôt que d'intégrer ses combattants aux Fardc. Un objectif plus limité, selon la même source, consisterait en l'établissement d'une région autonome dans l'est du pays. Le rapport relève également une association croissante entre l'AFC/M23 et l'ancien président Joseph Kabila, qui se rendrait en zone contrôlée par le mouvement depuis mai 2025 et y rencontrerait sa direction. En septembre 2025, la Haute Cour militaire congolaise l'a condamné à mort par contumace, pour trahison et organisation d'une insurrection. Selon plusieurs sources recoupées par le groupe d'experts, une restructuration complète du mouvement, incluant un changement de nom, serait en préparation. (RFI)

Jeudi 2 juillet.

Le BCECO lance le projet VARCITA pour renforcer l'adaptation au changement climatique. Le projet VARCITA est mis en œuvre grâce à un partenariat réunissant le Bureau central de coordination (BCECO), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le ministère de l'Environnement et Développement durable ainsi que le ministère de l'Industrie et du Développement des PME. Pendant deux jours à Kinshasa, les différents partenaires se réunissent pour élaborer une feuille de route devant guider la mise en œuvre du programme. À cette occasion, le Directeur général du BCeCo, Alongo Longomba Sylvain, a présenté les principales orientations du projet, soulignant l'urgence d'agir face aux conséquences du dérèglement climatique. « Le changement climatique constitue une réalité dans nos vies quotidiennes », a-t-il déclaré, appelant à la mise en place de



solutions durables capables de renforcer l'adaptation des populations et des secteurs économiques vulnérables. Le programme VARCITA bénéficie d'un cofinancement de 22 millions de dollars américains. Outre ses objectifs environnementaux, il prévoit également la création de 200 emplois, contribuant ainsi au développement socio-économique tout en soutenant les efforts d'adaptation aux changements climatiques en République démocratique du Congo.

Attaque des ADF contre un site minier à Mambasa : plusieurs victimes et un déplacement massif des populations.

Face à la supériorité numérique des rebelles, les militaires auraient été contraints de se replier. Les rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) ont ensuite investi le site minier, où de nombreux habitants exploitent l'or. Au cours de cette incursion, au moins trois personnes ont été tuées, tandis que plusieurs autres ont été enlevées. Selon les mêmes sources, certaines personnes capturées auraient été forcées à transporter les biens pillés dans les habitations et les commerces de la zone. Après l'attaque, une grande partie de la population a abandonné le site minier et les villages environnants. Les localités de Makamamba, Lulumu, Soumo et Lyanga sont également en état d'alerte. Craignant de nouvelles attaques, des centaines d'habitants ont quitté leurs villages pour se mettre à l'abri dans des zones jugées plus sécurisées. Cette attaque intervient moins de 24 heures après une autre incursion menée par les ADF au site minier de Tepe. Selon des sources locales, deux personnes y avaient été enlevées dimanche, renforçant l'inquiétude des populations face à la recrudescence de l'insécurité.

L'ONG AICED appelle à l'adoption d'un traité mondial contre la pollution plastique. Selon l'ONG Appui aux initiatives communautaires pour la conservation de l'environnement et le développement durable (AICED) la pollution plastique représente aujourd'hui un défi environnemental et de santé publique majeur en RDC. Intervenant le 1^{er} juillet, le directeur général de l'AICED, a expliqué que l'impact toxique des déchets plastiques s'étend de l'extraction des énergies fossiles jusqu'à la dégradation des déchets. « S'atteler uniquement à la gestion des déchets ne permettra pas d'empêcher l'intoxication causée par la pollution plastique », a-t-il déclaré. **Une crise environnementale urgente à résoudre.** En mission à Nairobi du 30 juin au 4 juillet, la RDC participe à une réunion du Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), cette rencontre permet aux délégués d'évaluer les progrès réalisés depuis 2022 et d'intégrer de nouvelles propositions. Elle vise également à préparer la reprise des négociations formelles sur le traité mondial relatif aux plastiques, prévue en mars 2027 à Nairobi. Le PNUE souligne que l'augmentation rapide des niveaux de pollution plastique constitue un grave problème environnemental mondial, qui affecte négativement les dimensions environnementales, sociales, économiques et sanitaires du développement durable. D'après ses prévisions, si rien n'est fait, la quantité mondiale de déchets plastiques pourrait atteindre environ 1,2 milliard de tonnes d'ici à 2060. Une situation qui risque d'aggraver les crises sanitaires, climatiques et écologiques à l'échelle mondiale.

Deux morts et de malades d'Ebola en fuite après le saccage d'un centre de traitement à Mambasa. Les troubles ont débuté lundi après-midi lorsque des manifestants, majoritairement constitués de jeunes en colère, ont pris d'assaut le centre de traitement d'Ebola installé temporairement au sein du centre de santé Juhudi, à Nia-Nia. Selon des sources locales, la foule protestait vigoureusement contre le décès d'un habitant qui était pris en charge pour Ebola dans cet établissement. Le bilan humain et matériel de ces violences est particulièrement lourd : un policier lynché à mort par la foule alors qu'il tentait de rétablir l'ordre public ; un civil tué par balle ; des infrastructures incendiées et vandalisées. Condamnant fermement ces actes de vandalisme, le chef du groupement de Ngayo, a tapé du poing sur la table pour dénoncer la désinformation qui circule dans la région : « Ebola n'est pas une affaire d'argent, c'est une maladie réelle. Au-delà des dégâts matériels, l'inquiétude majeure des autorités sanitaires reste épidémiologique. Le médecin-chef de la zone de santé de Nia-Nia a confirmé que deux malades officiellement testés positifs à Ebola et sept autres cas suspects ont profité de la panique générale pour s'enfuir dans la nature.

Ebola en RDC : plus de 200 guérisons d'Ebola enregistrées, selon le ministre de la Santé. Le ministre de la Santé a détaillé la stratégie gouvernementale : activation du système national de gestion des incidents, coordination avec Africa CDC, l'OMS et les partenaires techniques et financiers, autour d'« un seul plan, une seule équipe et un seul budget ». Il attribue les progrès aux efforts de surveillance épidémiologique et au déploiement de laboratoires mobiles et fixes, y compris dans des zones dépourvues de capacités de diagnostic. **La pire épidémie.** Le directeur général du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), a qualifié cette flambée d'Ebola de plus grave jamais enregistrée en RDC. En six semaines, elle a causé 440 morts, soit quatre fois plus que l'épidémie d'Afrique de l'Ouest sur une période équivalente. Le nombre de personnes contacts est passé de 500 à environ 11 000 en quelques semaines. Il a salué les guérisons mais rappelé que les zones touchées connaissent aussi des cas de rougeole et de choléra, nécessitant une réponse humanitaire globale.



La contrebande d'or d'Ituri vers l'Ouganda en forte progression, selon un rapport de l'ONU. Pour l'étayer, le document relève notamment une incohérence : alors que l'Ouganda a annoncé pour l'an dernier des exportations d'or records, le pays n'a, dans le même temps, pas déclaré une production à ce niveau... Pour ses auteurs, une partie de cet or prétendument ougandais proviendrait donc en fait des mines de l'Ituri voisine où - autre anomalie - les exportations du minerai n'ont, là, officiellement atteint que 559 kilos en 2025 alors que la production réelle se compte en tonnes. Autour de Mabanga, de Nizi et le long de la rivière Shari, la multiplication des sites semi-mécanisés sur les gisements aurifères a en effet permis des records de productions, ce qui accrédite la thèse d'une forte augmentation de la contrebande vers l'Ouganda. Les mineurs artisanaux sont eux soumis à des taxes imposées par des groupes armés, qui utilisent ensuite ces revenus pour financer leurs activités, notamment l'achat d'armes. Le rapport insiste sur l'essor dans la région de la lixiviation au cyanure des résidus d'or artisanal, une pratique très dangereuse pour la santé et l'environnement et illégale en RDC lorsqu'elle est menée sans autorisation. À Djugu, 2 grandes installations de lixiviation au cyanure auraient produit entre une et deux tonnes d'or depuis 2023. (RFI)

Vendredi 3 juillet.

Félix Tshisekedi et Cyril Ramaphosa discutent sur la situation des Congolais en Afrique du Sud. Lors de la visite officielle du Président sud-africain, Cyril Ramaphosa, à Kinshasa le 2 juillet, Félix-Antoine Tshisekedi, a abordé la question des droits de l'homme en Afrique du Sud, concernant les ressortissants congolais. Il a reconnu le droit souverain de chaque État à appliquer ses lois migratoires, tout en insistant sur la nécessité de traiter ces questions avec humanité et dignité. « L'équilibre dont le Président Tshisekedi vient de parler est précisément ce que nous recherchons. Nous voulons traiter cette question avec beaucoup de sagesse et de prudence, tout en répondant aux préoccupations des personnes confrontées au chômage et à la pauvreté dans notre pays », a déclaré le Président sud-africain. Selon lui, l'Afrique du Sud reste attachée au respect des droits de toutes les personnes vivant sur son territoire, tout en garantissant la sécurité de sa population.

La Banque mondiale mobilise 46 millions USD contre l'épidémie d'Ebola en RDC. La riposte contre la maladie demeure une priorité centrale pour la Banque mondiale en RDC, a indiqué le directeur des opérations de l'institution dans le pays. Pour évaluer les retombées concrètes de cette aide sur le terrain, l'expert en charge des questions de santé au sein de la Banque mondiale en RDC, a détaillé le déploiement massif de matériel médical et logistique déjà amorcé. « Nous avons déployé des équipements de laboratoire et des réactifs en appui au Laboratoire provincial de santé publique de Pognon. [...] Nous avons livré 10 plateformes Radi-One et 40 000 tests Radi-One pour le diagnostic spécifique de la souche (Bundibugyo). Dans les prochains jours, une livraison supplémentaire de 94 plateformes Radi-One et de 30 000 tests additionnels est attendue. » Pour assurer l'autonomie et le bon fonctionnement du Laboratoire provincial de Pognon, des batteries destinées à renforcer les kits du système photovoltaïque ont été fournies. L'organisation soutient également la biologistique et sécurise le transport des échantillons médicaux. La Banque mondiale diversifie ses axes d'intervention pour garantir une prise en charge globale de la crise : 340 tonnes de médicaments et d'équipements ; des intrants et équipements nutritionnels ; 10 véhicules dédiés à la surveillance épidémiologique afin d'optimiser le suivi des contacts et le contrôle de l'épidémie dans les zones reculées.

Lancement des essais cliniques de deux traitements expérimentaux contre Ebola à Bunia. Le lancement de ces essais s'est matérialisé jeudi par le recrutement du tout premier patient à Bunia. Cette avancée médicale intervient alors que la riposte doit toujours faire face à la persistance de foyers épidémiques actifs dans l'ensemble des zones de santé affectées. Le protocole mis en place garantit un encadrement strict : une prise en charge médicale globale et des soins de soutien complets pour tous les patients participants ; un suivi clinique et biologique étroit assuré par les équipes médicales ; un accès privilégié et immédiat à ces deux antiviraux dès lors que leur sécurité et leur efficacité auront été formellement validées au cours de l'évaluation ; une collaboration scientifique internationale sous la supervision de l'Institut national de la recherche biomédicale (INRB) L'objectif ultime est de valider des traitements thérapeutiques performants capables de faire chuter drastiquement le taux de mortalité lié au virus.

Le SYMECO lance une grève générale dans les hôpitaux publics dès ce vendredi 3 juillet. La décision du Syndicat des médecins du Congo (SYMECO) fait suite à l'absence de dialogue avec l'exécutif national. Un préavis de grève avait pourtant été déposé une semaine plus tôt afin de laisser une chance aux négociations, comme l'explique le secrétaire général du syndicat. Face à ce « silence radio » des autorités, le syndicat a acté l'entrée en vigueur du mouvement de contestation. Les modalités pratiques de ce débrayage se déclinent ainsi : début effectif de la grève : ce vendredi 3 juillet 2026 à partir de 8h00.



Périmètre : tous les services publics de l'État sur l'ensemble du territoire national. Service minimum : seules les urgences médicales seront assurées dans les hôpitaux publics. Les professionnels de la santé attendent désormais un signal clair et des engagements concrets du Gouvernement pour l'amélioration de leurs conditions sociales avant d'envisager toute reprise normale des activités.

Naufrage d'une baleinière à la jonction des rivières Kasai et Sankuru : au moins 20 morts et plus de 100 disparus. La surcharge de l'embarcation serait la cause principale de ce naufrage, survenu dans la nuit de mercredi dernier. « Il y a eu 80 rescapés et 20 corps sans vie retrouvés. Il y avait plus de 200 personnes à bord. » La baleinière assurait la liaison commerciale entre le port Kalina, situé à Ilebo, et la province du Sankuru. Plus de deux cents passagers s'étaient entassés à bord, parmi lesquels de nombreux élèves qui regagnaient leurs foyers après avoir présenté les épreuves de l'Examen d'État. Pour s'affranchir des contrôles de sécurité et masquer la surcharge, l'embarcation a quitté le port en toute illégalité au milieu de la nuit, aux alentours de 22 heures. C'est en arrivant au niveau de la jonction des deux cours d'eau que l'embarcation, soumise à une trop forte pression, s'est littéralement brisée avant de sombrer. « Les armateurs ne cherchent que l'argent, ils se moquent des vies humaines. Ils chargent trop de personnes et de marchandises, sans aucun gilet de sauvetage à bord. »

Samedi 4 juillet.

Sud-Ubangi : 7,7 millions USD pour relancer le CDI Bwamanda et les activités agricoles. Le Gouvernement congolais, par l'intermédiaire du ministère de l'Économie nationale et du Fonds de régulation économique (FOREC), a lancé vendredi 3 juillet à Bwamanda le Programme de relance agricole dans le Sud-Ubangi (PRASUB). Le programme prévoit : l'encadrement de 2 000 producteurs agricoles ; la structuration de 80 organisations paysannes et de 20 associations villageoises d'épargne et de crédit ; la réhabilitation de 290 km de routes de desserte agricole ; l'acquisition de 5 camions pour le transport ; la construction de 2 silos de stockage ; l'installation d'une unité de transformation du soja ; la distribution d'intrants agricoles certifiés et l'accompagnement technique des producteurs.

Soulagement après la réouverture de la frontière entre Goma en RDC et Gisenyi au Rwanda. Elle avait été fermée il y a plus d'un mois en raison de l'épidémie d'Ebola. La décision de rouvrir a été prise par les autorités locales de Gisenyi qui assouplissent donc les mesures de restriction. Des deux côtés de la frontière, c'est le soulagement pour les populations. L'activité a repris à la frontière entre les villes de Goma et Gisenyi, à la grande et la Petite Barrière. Et avec elle, le va et vient des commerçants. Le maire de la ville de Goma sous l'AFCM23, Désiré Ngabo, a précisé jeudi que cette mesure concerne les habitants de Goma qui doivent se rendre dans la ville voisine de Gisenyi pour des motifs valables. (RFI)

Au moins 18 morts dans une attaque de drones dans le territoire de Fizi. « On dénombre de nombreuses victimes parmi les femmes, les hommes et les enfants, ainsi que des pertes de bétail. Les infrastructures sanitaires et scolaires ont été détruites, et plusieurs élèves ont vu leurs écoles anéanties dans les villages de Mulima, Kangouli et leurs environs », a détaillé l'administrateur du territoire de Fizi. Les humanitaires qui assistent les déplacés internes dans les moyens et hauts plateaux de Fizi signalent également « Plusieurs blessés. Plus de dix-huit morts ont été recensés parmi ces déplacés internes ». Les autorités « condamnent avec la plus grande fermeté les violations répétées du territoire national par des avions rwandais ».

Beni : d'importants dégâts matériels à la prison de Kangbaya après une mutinerie de détenus militaires. Les violences auraient éclaté à la suite de revendications liées au paiement des soldes des détenus militaires incarcérés. Le processus de paiement se poursuivait encore ce samedi après-midi, avec au moins 440 détenus militaires concernés par cette opération. D'après des sources pénitentiaires, plusieurs infrastructures de la prison ont été endommagées lors de la mutinerie. Une partie de la toiture et du plafond d'une cellule a subi des dégâts importants. Des mutins ont incendié plusieurs matelas ainsi que la salle de consultation destinée aux détenus malades. Le bureau du directeur a été saccagé et plusieurs documents administratifs ont été détruits. Les détenus mutins ont détruit cinq caméras de vidéosurveillance, deux écrans de contrôle, sept projecteurs d'éclairage, quatre détecteurs de métaux ainsi qu'un miroir d'inspection des véhicules. À la suite de ces destructions, le système de vidéosurveillance de la prison est désormais hors service, selon les mêmes sources. Cette situation suscite des inquiétudes quant à la sécurité au sein de la prison de Kangbaya, qui accueille actuellement 2 069 détenus alors qu'elle a été construite pour une capacité de seulement 250 personnes.

Air Congo signe le retour de l'aviation congolaise dans le ciel européen après plus de 25 ans d'absence. Pour cette première liaison, un Boeing 787 aux couleurs d'Air Congo, doté d'une capacité de 300 sièges, a assuré le trajet entre



Kinshasa et la capitale belge. Le vol, d'une durée d'environ huit heures, a été accueilli avec satisfaction par les passagers. Du côté des autorités, cette reprise dépasse le cadre d'une simple liaison commerciale. Elle est présentée comme le symbole de la renaissance du transport aérien national et de la fin de plusieurs années de dépendance à des compagnies étrangères pour assurer cette desserte internationale. La compagnie nationale prévoit d'assurer cette liaison quatre à cinq fois par semaine, avec des vols programmés les mercredi, vendredi, samedi, dimanche et lundi. Toutefois, ce retour intervient dans un contexte réglementaire particulier. La RDC figure toujours sur la liste noire de l'Union européenne, ce qui interdit aux compagnies congolaises de survoler l'espace aérien européen. Pour contourner cette restriction, Air Congo a recours à un contrat de « wet lease » conclu avec Ethiopian Airlines. Ce dispositif permet à la compagnie congolaise d'exploiter un Boeing 787 fourni par le partenaire éthiopien, avec son équipage, sa maintenance et son assurance. Ethiopian Airlines n'étant pas concernée par les restrictions européennes, le vol peut ainsi être opéré en toute conformité. Selon le ministère des Transports, cette formule constitue une solution transitoire, dans l'attente d'une mise à niveau complète du secteur aérien congolais afin de satisfaire pleinement aux normes internationales de sécurité.

Dimanche 5 juillet.

À Genève, Samuel Mbemba rejette les accusations de rétrécissement de l'espace civique et rassure sur le droit de manifester. La rencontre s'est tenue dans le cadre de la 62e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, en Suisse. Alors que le gouvernement fait face aux critiques de l'opposition et de l'ONU au cours de la même séance, le ministre des Droits humains a rassuré quant à la tenue et à la garantie des manifestations publiques en RDC, estimant que les initiateurs des manifestations de l'opposition ne disposent pas d'une assise nationale. Selon lui, certains acteurs politiques concernés chercheraient davantage à provoquer les forces de l'ordre qu'à exercer un droit démocratique. S'agissant des revendications de l'opposition, notamment celles liées à la loi sur l'adoption de la proposition de loi sur le référendum, il dit mal comprendre que la contestation porte sur l'exercice des prérogatives du Parlement de légiférer, surtout sur une matière qui, selon lui, permettra à la population congolaise d'exprimer son droit le plus légitime. Cette réaction survient également à la veille de la marche annoncée par la coalition C64 pour le 8 juillet prochain, visant à exiger la démission de Félix Tshisekedi. Cette plateforme de l'opposition entend réclamer le départ du président de la République, qu'elle accuse de vouloir modifier la Constitution à des fins politiques. La coalition C64 estime que l'adoption de la loi référendaire s'inscrit dans une démarche visant à prolonger le maintien de Félix Tshisekedi au pouvoir. Elle considère cette initiative comme une violation de la Constitution et soutient que le chef de l'État aurait manqué au serment prêté lors de son investiture. Ces griefs sont invoqués par la coalition pour justifier son appel à la démission du président. Jusqu'à présent, le pouvoir de Félix Tshisekedi maintient sa position en faveur d'un changement de la Constitution. **(Actualité.CD)**

Suspension du transport en commun entre Bunia, Mongbwalu et Aru pour limiter la propagation de l'épidémie d'Ebola. Le territoire d'Aru compte déjà sept cas confirmés, dont quatre décès. Face à cette situation préoccupante et aux mouvements importants de voyageurs entre Bunia, Mongbwalu, épicentres de l'épidémie, et Aru, les acteurs de la société civile ont multiplié les actions de sensibilisation. Ils ont notamment rencontré les responsables des agences de transport par bus et véhicules afin de leur demander de suspendre temporairement le trafic sur ces axes routiers pour réduire les risques de propagation du virus. Depuis plus d'une semaine, cette mesure est effectivement appliquée. Les autorités ont également suspendu les vols commerciaux entre Bunia et Aru dans le cadre des mesures de lutte contre l'épidémie d'Ebola.

Attaques des ADF à Irumu : la société civile appelle à de nouvelles opérations militaires. Selon la société civile, les ADF commettent depuis plusieurs années des atrocités contre la population locale, notamment sur l'axe routier Komanda-Luna-Mambasa. Ces violences auraient déjà coûté la vie à des milliers de personnes au cours des dernières années. Parmi les actes dénoncés figurent des massacres à répétition, des enlèvements de civils, dont des femmes utilisées comme esclaves sexuelles, mais aussi des incendies de maisons, de boutiques et de motos, ainsi que des pillages de bétail. Face à cette situation, la société civile locale exhorte les autorités provinciales à maintenir la pression sur les rebelles.

Le président burundais invite des figures de l'opposition pour des consultations sur la crise en RDC. Jean-Marc Kabund a été le premier à quitter Kinshasa, vendredi soir, deux jours après avoir reçu l'invitation. Martin Fayulu a quitté la capitale congolaise samedi et est arrivé à Bujumbura. Il dit vouloir écouter le président burundais, mais surtout rappeler les lignes rouges de l'opposition : pas de troisième mandat pour Félix Tshisekedi et la convocation urgente d'un dialogue national inclusif pour sortir de la crise politique et sécuritaire. Même attente chez Delly Sesanga, qui espère que l'initiative burundaise ne viendra pas s'ajouter aux médiations déjà engagées, notamment celles de Luanda et de l'Union africaine. Il compte sur Évariste Ndayishimiye pour convaincre Félix Tshisekedi de privilégier le dialogue. Au-delà de la Coalition



Article 64 (C64), qui rassemble plusieurs figures de l'opposition, l'invitation a également été adressé au prix Nobel de la paix Denis Mukwege, ainsi qu'à la Conférence épiscopale nationale du Congo représentée par monseigneur Donatien N'shole, et à l'Eglise du Christ au Congo en la personne d'André Bokundoa. Les évêques catholiques et les responsables protestants défendent, eux aussi, un dialogue national dans le cadre de leur Pacte social pour la paix et le vivre-ensemble. Cette initiative de Gitega a été évoquée lors de la visite d'Évariste Ndayishimiye à Kinshasa, le 23 juin dernier. Allié de Kinshasa face au Rwanda et à l'AFC/M23, le président burundais apparaît aujourd'hui comme un interlocuteur de taille. Des sources gouvernementales expliquent que le Burundi cherche d'abord à mesurer l'ampleur de la crise politique avant de s'y engager davantage. D'autres y voient une nouvelle tentative du pouvoir congolais, après les difficultés rencontrées pour rallier l'Angola à son projet d'États généraux avec en toile de fond un changement constitutionnel. (RFI)

Lundi 6 juillet.

Les professionnels de santé du Nord-Kivu renforcent leur collaboration pour une meilleure prise en charge des victimes de guerre. Médecins, infirmiers, psychologues, orthoprothésistes et kinésithérapeutes se sont réunis samedi 4 juillet à Goma dans le cadre d'un atelier de collaboration interprofessionnelle organisé par l'Union des kinésithérapeutes du Congo (UKC), section du Nord-Kivu, avec l'appui du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). « Nous avons les psychologues, les médecins, les kinésithérapeutes et les infirmiers. Nous échangeons sur la manière de gérer les personnes victimes des guerres. Chaque professionnel intervient à un moment donné du parcours de soins et il est important que chacun comprenne le rôle de l'autre », a expliqué le président des kinésithérapeutes. Au cours des échanges, les participants ont identifié plusieurs défis liés à un manque de coordination entre les services. Ainsi, des patients opérés ne sont pas orientés à temps vers les services de kinésithérapie, ce qui favorise l'apparition de complications telles que les ankyloses et les raideurs articulaires. L'atelier a également mis en lumière l'importance de l'accompagnement psychologique des blessés. Certains patients souffrant de traumatismes psychiques liés à la guerre rencontrent des difficultés à suivre correctement leur programme de rééducation physique. Les infirmiers ont eux aussi été associés à cette réflexion afin d'améliorer la continuité des soins. La présence des orthoprothésistes a par ailleurs permis d'aborder la question de la prise en charge des personnes amputées, nombreuses dans un contexte de conflit armé. Une fois les prothèses ou orthèses fabriquées et ajustées, les kinésithérapeutes jouent un rôle essentiel dans l'apprentissage de leur utilisation, notamment pour la rééducation à la marche.

Des rivières de Kinshasa transformées en dépotoirs à ciel ouvert. Le constat est rigoureusement identique le long des rivières Makelele, Kalamu, Gombe et Ndjili, qui figurent parmi les plus anthropisées et les plus touchées de la ville. Leurs lits et leurs abords sont littéralement envahis par un cocktail de pollution hétéroclite : des tonnes de sachets plastiques, des bouteilles usagées, des ordures ménagères, mais aussi des défécations humaines. Cette situation alarmante résulte d'une faillite de la gestion urbaine, caractérisée par un manque criant d'infrastructures adaptées et de circuits de collecte et gestion des déchets, mais surtout par un déficit profond de civisme. « La pollution des eaux par les déchets constitue une menace directe pour la santé humaine, notamment par la propagation des maladies hydriques et l'accumulation de substances toxiques. » Les experts et les forces vives de la capitale s'accordent sur l'urgence d'une réponse structurelle. Il devient impératif d'associer un plan rigoureux d'assainissement de la ville à de vastes campagnes de sensibilisation pour inciter les habitants de Kinshasa à protéger leurs rivières et à adopter des éco-gestes.

Ituri : plus de 80 000 déplacés sans assistance humanitaire dans le territoire de Mambasa. Depuis le début de l'année, les incursions répétées et meurtrières des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) ont jeté des milliers de familles sur les routes. La grande majorité de ces sinistrés a trouvé refuge à Mambasa-centre ainsi qu'à Niania. Bien qu'ils soient accueillis par des familles hôtes, leurs conditions de vie demeurent extrêmement précaires. La présence continue des terroristes ADF dans la périphérie des zones d'accueil bloque complètement l'accès aux champs, privant aussi bien les déplacés que les communautés locales de leurs moyens de subsistance. Jusqu'à présent, la réponse humanitaire est dérisoire par rapport à l'immensité des besoins. Seuls environ 750 ménages ont pu bénéficier d'une aide financière d'urgence octroyée par l'ONG Caritas, complétée par de rares élans de solidarité privée.

Mbuji-Mayi : le prix du carburant grimpe à 6.000 FC. Depuis près d'une semaine, le litre d'essence et de gasoil se vend à 6.000 FC, contre 4.000 à 4.500 il y a quelques jours. Deux facteurs expliquent cette flambée : « Première cause, c'est la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran. La deuxième cause, c'est l'interdiction de trafic maritime. Le stock qui était sur le marché est en train de diminuer ». Et aussi le blocage du transport depuis l'Angola accentue la pénurie et la flambée des prix.



Trois villages reconquis par les Fardc près de Minembwe au Sud-Kivu. Cette avancée est le résultat des combats menés dans la région entre les Fardc et les Twiraneho, appuyés par leurs alliés. Le porte-parole de l'opération Sokola 2 Sud-Kivu, précise que, lors de ces affrontements, les rebelles ont été contraints de se replier vers Rugezi et Bigaragara, au sud de Minembwe et assure que les Fardc restent déterminées à rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national.

Mardi 7 juillet.

Ituri : le rassemblement des déplacés de Savo pour une distribution des vivres suscite des inquiétudes sanitaires. La distribution des vivres du Programme alimentaire mondial (PAM) en faveur des déplacés du site de Savo a débuté ce lundi à Bule, à près de 100 km de Bunia, dans le territoire de Djugu. Le site de déplacés de Savo accueille aujourd'hui plus de 80 000 personnes contraintes d'abandonner leurs villages à la suite de l'insécurité persistante dans plusieurs localités du territoire de Djugu. Cette forte affluence préoccupe néanmoins les responsables locaux en raison du risque sanitaire qu'elle représente. Le curé de la paroisse catholique de Bule, l'abbé Dieudonné Dz'rodjo, redoute particulièrement les conséquences de ces importants regroupements alors que plusieurs localités voisines, notamment Nizi, Lopa, Lindji et Iga-Barrière, figurent parmi les zones affectées par l'épidémie d'Ebola. Selon le responsable religieux, les mesures de prévention mises en place restent insuffisantes face à l'ampleur de la mobilisation. Il cite notamment le manque de dispositifs de désinfection et de points de lavage des mains, essentiels pour limiter la propagation de la maladie dans un contexte de forte concentration humaine. Pour l'abbé, la réponse durable à la crise ne se limite pas à l'assistance humanitaire. Il estime que le véritable défi demeure le rétablissement de la paix dans le territoire de Djugu. Seule une amélioration de la situation sécuritaire permettra aux déplacés de regagner leurs villages, de reprendre leurs activités agricoles et de subvenir eux-mêmes aux besoins de leurs familles.

Ebola en RDC : la barre des 500 décès franchie, selon le dernier bilan des autorités congolaises. Selon les autorités congolaises, 1 561 cas confirmés de l'épidémie d'Ebola ont désormais été recensés, dont 506 décès. C'est surtout dans la province de l'Ituri que l'épidémie s'accélère, avec 24 zones de santé affectées sur 36. Parmi les dernières zones touchées figurent celles de Nia-Nia, à la frontière avec la province de la Tshopo, de Lita, de Drodoro, dans le territoire de Djugu, et surtout de Nizi, où se trouve une importante concentration de population. « Dans la zone de santé de Nizi, qui est située à environ 25 kilomètres de la ville de Bunia, on a 34 sites de déplacés. Il y a également l'exploitation de l'or qui se fait, une activité qui attire beaucoup de gens et malheureusement, les interventions ont commencé tardivement à Nizi », explique la société civile. Au Nord-Kivu, le nombre de cas augmente également avec 11 zones de santé touchées. Un deuxième centre de traitement d'Ebola y est opérationnel depuis ce weekend, à Beni. Dans la province du Sud-Kivu enfin, seule une zone de santé est affectée : celle de Miti Murhesa, avec trois cas confirmés, dont un décès. (RFI)

SOTRAFER inaugure la première usine de fabrication de tubes carrés à Lubumbashi. Installée dans un vaste complexe industriel, cette nouvelle unité est équipée de machines capables de produire des tubes carrés, des barres métalliques creuses largement utilisées dans plusieurs secteurs d'activité. Leur fabrication suit un processus industriel spécifique qui permet d'obtenir des matériaux répondant aux besoins de la construction moderne et de l'industrie mécanique. Ces tubes sont notamment utilisés dans la réalisation de charpentes métalliques, de piliers de soutien, de portails et d'autres infrastructures. Ils servent également dans le secteur automobile et mécanique pour la fabrication de châssis de véhicules et de remorques. Pour le ministre du Commerce extérieur, cette usine s'inscrit dans la vision du gouvernement visant à promouvoir la transformation locale et à réduire les importations de produits manufacturés. Selon les autorités, cette nouvelle unité industrielle devrait contribuer à la création d'emplois, à la valorisation de la production nationale et au développement de la chaîne industrielle congolaise, particulièrement dans les secteurs de la construction et des infrastructures.

Assemblée nationale : adoption de six projets de loi stratégiques pour la sécuriser et le développement. Le premier projet de loi adopté concerne un accord de coopération en matière de sécurité entre la RDC et la Turquie. Ce cadre juridique bilatéral vise à intensifier la collaboration entre Kinshasa et Ankara pour faire face aux menaces transfrontalières. Il prévoit notamment un renforcement de la lutte commune contre : le terrorisme et la cybercriminalité ; les réseaux criminels internationaux et le blanchiment des capitaux ; la traite des êtres humains ainsi que le trafic de stupéfiants et d'armes. Les élus du peuple ont validé cinq autres accords de financement directement orientés vers l'amélioration des conditions de vie de la population et la modernisation des infrastructures du pays. Santé : La construction de complexes hospitaliers modernes dans la nouvelle ville de Kinshasa. Énergie et développement rural : L'électrification des zones rurales et périurbaines à



travers le déploiement de mini-réseaux solaires et hydroélectriques, ainsi que le soutien aux infrastructures rurales. Entrepreneuriat : L'installation d'incubateurs destinés à accompagner et redynamiser les petites et moyennes entreprises (PME) agricoles. Infrastructures : Les travaux de réhabilitation, de modernisation et d'extension de l'aéroport international de Luano à Lubumbashi.

Nord-Kivu : plus de 5 000 enfants des militaires et policiers privés d'école au terme de l'année scolaire 2025-2026, à Beni, nouveau siège des institutions de la province du Nord-Kivu. Selon l'Association des Enfants des Soldats au Front pour la Paix (ASESOF), ce constat est issu d'une évaluation menée à l'issue de l'année scolaire écoulée. Cette structure indique également avoir saisi les autorités compétentes afin de solliciter une prise en charge urgente de ces enfants, dans l'objectif de leur garantir l'accès à l'éducation dès la prochaine rentrée scolaire. Elle plaide également pour un accompagnement renforcé des familles des militaires et policiers engagés dans les opérations de sécurisation, estimant que la continuité de la scolarisation de leurs enfants dépend d'un appui concret de l'État et de ses partenaires. La situation est jugée particulièrement alarmante dans la ville de Beni, où l'encadrement des enfants et autres dépendants des policiers et militaires engagés au front fait face à de nombreux défis. Malgré certains plaidoyers ayant permis la prise en charge de quelques enfants vulnérables par des organisations non gouvernementales, l'ASESOF déplore que plusieurs enfants de militaires se livrent à la mendicité pour survivre. Face à ces difficultés, l'Association des Enfants des Soldats au Front pour la Paix plaide auprès du gouvernement pour l'extension de la gratuité de l'enseignement jusqu'au niveau secondaire pour l'année scolaire 2026-2027, exclusivement en faveur de cette catégorie d'enfants. Elle sollicite également l'équipement de l'école Chico Mambangu en matériels didactiques. La structure appelle aussi à un appui du commandant des opérations Sokola 1 Grand-Nord ainsi que des personnes de bonne volonté, afin de préserver l'éducation des enfants des militaires engagés au service de la nation. (Actualité.CD)

Mercredi 8 juillet.

Sud-Kivu : la société civile alerte sur les feux de brousse criminels à Kalehe. Plusieurs incendies volontaires sont signalés dans le groupement de Mbinga Nord. Ces incendies criminels touchent de plein fouet les cultures stratégiques de la région, particulièrement les plantations de café, de quinquina et d'eucalyptus, ainsi que les installations des apiculteurs. Au-delà des lourdes pertes économiques pour les paysans, les experts avertissent que ces feux détruisent les nutriments essentiels du sol, accélérant la dégradation des terres et accentuant les risques futurs d'éboulements. « La nouvelle société civile condamne fermement ces actes d'incendie et demande l'implication des autorités civiles compétentes afin de prendre des décisions fermes contre ces inciviques. Elle appelle, en cas de force majeure, à rechercher l'origine de ces incendies pour que les responsables soient jugés pour leurs actes et invite les agriculteurs à abandonner définitivement les pratiques d'écobuage sauvage et à utiliser plutôt les herbes coupées comme engrais naturel pour préserver la fertilité des sols.

Ebola en RDC : plus de 1,15 million de personnes en insécurité alimentaire aiguë dans les régions touchées. À mesure qu'Ebola progresse, la situation se dégrade sur le terrain. En Ituri, deux zones de santé sur trois sont désormais touchées par le virus. Et c'est là, justement, que la faim frappe le plus fort. Plus de 1,15 million de personnes y sont en insécurité alimentaire aiguë. L'épidémie perturbe les marchés locaux, les importations ralentissent, les circuits d'approvisionnement se fragilisent, les prix montent... Pour les ménages déjà les plus vulnérables, l'accès à la nourriture devient plus difficile encore. Sur les 1511 cas confirmés, seuls 900 ont reçu une assistance alimentaire directe au début du mois. Pour les familles des malades, la couverture atteint 25%. Pour les personnes suspectes ou en contact avec un cas, elle tombe à 3%. Face à cela, le cluster réclame 22 millions USD pour répondre aux besoins liés à Ebola. Un chiffre à remettre en perspective car le plan humanitaire plus large pour l'ensemble de la RDC, évalué à 621 millions de dollars, n'a été financé, lui, qu'à hauteur de 84%. (RFI)

Kalima Mining Company lance la réhabilitation de 20 km de routes à Pangni. Dans le cadre du respect de son cahier des charges, la société minière Kalima Mining Company (KMC) a officiellement lancé, le 7 juillet, la réhabilitation de 20 km de routes de desserte agricole dans le groupement d'Ulimba, ainsi que d'un vaste programme d'adduction d'eau potable. L'état de dégradation de la route entravait depuis de nombreuses années l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation. Pour ces travaux routiers, la société minière a choisi de valoriser la main-d'œuvre locale en utilisant l'approche HIMO (Haute Intensité de Main-d'Œuvre). En parallèle, le projet hydraulique prévoit l'aménagement d'une source et la construction de 12 puits répartis à travers les groupements de N'Sange, Ulimba et Djuwa.



En RDC, les civils pris au piège des combats à Fizi. Ils opposent la coalition rebelle AFC/M23-Twirwaneho, soutenue par l'armée rwandaise selon Kinshasa, à la coalition des FARDC-Wazalendo, appuyée par l'armée burundaise. Alors que les deux camps revendiquent des avancées militaires, la population s'inquiète surtout de la forte militarisation de Baraka et de Fizi-Centre, deux localités stratégiques où le quotidien est de plus en plus perturbé. Depuis l'attaque d'Uvira par les rebelles de l'AFC/M23 puis leur repli vers le nord, Baraka est devenue un point névralgique pour l'approvisionnement civil et militaire. Son aéroport et ses ports permettent le transport de renforts sur le lac Tanganyika, tandis que Fizi-Centre représente un axe de pénétration vers les Hauts-Plateaux de Minembwe ainsi que vers les provinces du Maniema et du Tanganyika. " Nous vivons dans l'insécurité et cela nous inquiète », décrit un habitant de Fizi. Les organisations de la société civile dénoncent un climat d'intimidation grandissant. "Les défenseurs des droits humains subissent des menaces de mort, des arrestations arbitraires et plusieurs formes d'intimidation. Ils sont souvent assimilés aux alliés des rebelles du mouvement AFC/M23. Nous demandons aux autorités congolaises de garantir notre sécurité et de cesser toute forme d'intimidation à notre égard, car nous ne sommes pas partie prenante au conflit armé." Sur le terrain, les combats se poursuivent sans qu'aucun camp ne prenne un avantage décisif. L'AFC/M23-Twirwaneho et les FARDC, appuyées par les Wazalendo, continuent de s'accuser mutuellement de bombarder au moyen de drones des villages densément peuplés dans la région de Minembwe. Pendant que les affrontements se prolongent, les habitants de Fizi et de Baraka redoutent une nouvelle détérioration de la situation sécuritaire et appellent à un retour durable de la paix. **(Deutsche Welle)**

Près de 50 jeunes portés disparus après des interpellations attribuées à l'AFC/M23 à Goma. Selon plusieurs témoignages recueillis auprès de proches des disparus, les interpellations ont été effectuées par des éléments de l'AFC/M23 sur les avenues Salongo 3 et Katoyi 1, dans les quartiers Mabanga-Nord et Kasika, en commune de Karisimbi. Des familles affirment que les jeunes arrêtés auraient été regroupés dans un premier temps au stade du camp militaire de Katindo avant d'être embarqués à bord de camions vers une destination inconnue. Depuis lors, aucune information officielle n'aurait été communiquée sur leur lieu de détention ni sur les motifs de leur interpellation. Les proches des personnes portées disparues expriment leur vive inquiétude. Plusieurs d'entre eux redoutent un éventuel enrôlement forcé, notamment en raison du contexte sécuritaire qui prévaut dans l'est de la RDC. Cet incident intervient quelques jours seulement après d'autres interpellations massives signalées à Goma. Selon plusieurs acteurs locaux, des jeunes, des femmes et des hommes avaient été arrêtés le 1er juillet alors qu'ils célébraient le premier but des Léopards lors d'un match face à l'Angleterre. D'après les mêmes sources, 31 personnes avaient été officiellement libérées le 3 juillet, tandis que le sort d'autres individus arrêtés à cette occasion demeurerait incertain.

Jeudi 9 juillet.

L'AFC/M23 impose de nouvelles règles de gestion scolaire au sud de Lubero. Selon des responsables scolaires, le mouvement rebelle veut désormais encadrer la gestion administrative et financière des écoles situées dans la zone sous son contrôle dans le Sud du territoire de Lubero. Cette annonce suscite des inquiétudes dans ce secteur. Selon des sources locales, les bulletins des écoles situées dans les zones sous contrôle de l'AFC/M23 devraient désormais être imprimés à Goma, siège de la rébellion. Les frais scolaires seraient également centralisés par son administration. Des chefs d'établissements expriment leurs inquiétudes face à une possible hausse des charges pour les parents et à une fragmentation du système éducatif national.

Le Sénat valide une révision à la baisse du budget de l'État marquée par une hausse des dépenses sécuritaires. Le budget rectificatif de la RDC est ramené à 21,9 milliards de dollars, soit une baisse de 7,4% par rapport à la loi de finances initiale, principalement en raison du recul des ressources extérieures. Dans ce nouveau collectif budgétaire, le ministre du Budget, a indiqué devant les sénateurs que les principales politiques financées portaient sur les charges liées à la défense et à la sécurité. Il évoqué une progression de 34,4% qu'il a justifiée par la détérioration de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC, en proie à de multiples crises. Face à ces chiffres, plusieurs sénateurs ont, eux, voulu aller plus loin. L'un d'eux a notamment fait observer que, malgré cet effort financier considérable en faveur de la défense nationale, aucun mécanisme renforcé de contrôle parlementaire des crédits sécuritaires n'avait été proposé par le gouvernement. **(RFI)**

L'Unicef salue la guérison de plus de 250 patients d'Ebola, dont des nourrissons à Bunia et Nyakunde. Ce constat encourageant a été dressé mercredi 8 juillet par le directeur régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, actuellement en mission d'évaluation dans ces structures sanitaires. Lors de sa visite sur le terrain, il a pu toucher du doigt les victoires cliniques remportées par les équipes médicales congolaises, notamment au sein des crèches dédiées aux plus petits. La survie de nourrissons face à ce virus hautement mortel constitue un signal fort pour l'ensemble des acteurs de la riposte. Malgré la fierté légitime suscitée par ces centaines de vies sauvées, le haut responsable de l'agence onusienne refuse



tout triomphalisme. Le tableau épidémiologique global reste préoccupant, et les besoins logistiques et financiers sur le terrain ne cessent de croître pour contenir la contagion. L'Unicef prévient que le rythme actuel de propagation de la maladie menace de déborder les dispositifs sanitaires en place. **A Djugu, des communautés alertent sur les retards d'enterrements sécurisés des victimes d'Ebola.** Les appels à l'aide se multiplient dans plusieurs localités du territoire de Djugu, où les communautés dénoncent une recrudescence des décès liés à l'épidémie d'Ebola et des retards dans la prise en charge des dépouilles. Selon plusieurs alertes reçues mercredi matin, des corps de personnes décédées étaient encore conservés dans certaines habitations, dans l'attente de l'arrivée des équipes de riposte. Une situation qui suscite l'inquiétude des habitants, alors que les autorités sanitaires rappellent régulièrement les risques élevés de contamination liés à la manipulation des dépouilles des victimes d'Ebola. Le président de la société civile de Lopa, attribue les retards observés dans les enterrements au manque de véhicules, de carburant et de moyens opérationnels pour les équipes de riposte. **Les autorités politico-administratives mobilisées contre Ebola.** Les autorités provinciales et leurs partenaires poursuivent leurs efforts pour mobiliser l'ensemble des acteurs de la société afin de mettre fin à cette épidémie, qui a déjà causé plus de 580 décès sur plus de 1 700 cas confirmés en Ituri.

Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme : Volker Türk dénonce l'impact des combats au Sud-Kivu et appelle à protéger les civils. « Il est profondément préoccupant de constater que, malgré les accords conclus dans le cadre des processus de paix en cours, les combats se poursuivent sans relâche dans l'est de la RDC, tuant, blessant et déplaçant des civils, et détruisant leurs moyens de subsistance », a déclaré Volker Türk. Il a particulièrement évoqué les violents affrontements survenus les 4 et 5 juillet autour du village de Mulima, dans le territoire de Fizi. Il a exhorté les parties au conflit à mettre un terme immédiat aux hostilités et à prendre des mesures concrètes pour protéger les populations civiles. Volker Türk a également mis en garde contre les conséquences de l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'action dans des zones densément peuplées, estimant que leurs effets sur les civils sont particulièrement dévastateurs. Le Haut-Commissaire redoute une aggravation de la crise humanitaire avec de nouveaux déplacements de populations vers d'autres régions de la RDC ou vers les pays voisins. Il a aussi évoqué le risque accru de violations des droits humains, notamment les exécutions extrajudiciaires et les violences sexuelles liées au conflit.

Nord-Kivu : trois militaires des FARDC condamnés à 20 ans de prison pour viol collectif à Lubero. Les faits se sont déroulés au cours de la nuit de dimanche à lundi dernier. Selon les éléments présentés par l'accusation, la victime a été interceptée par les soldats alors qu'elle regagnait son domicile après sa journée de travail. Grâce à la dénonciation immédiate de la victime, un premier militaire a pu être interpellé. C'est ensuite au cours de l'audience publique en flagrance que les déclarations de ce dernier ont permis aux enquêteurs d'identifier et de mettre la main sur ses deux coauteurs. En plus de la peine de servitude pénale principale de 20 ans, le Tribunal militaire de garnison a assorti son verdict de lourdes peines pécuniaires pour les condamnés : Frais de justice : Une amende de 250 000 francs congolais est infligée à chacun des trois condamnés. Dommages et intérêts : Les trois militaires sont condamnés au paiement solidaire de 10 000 dollars américains en faveur de la victime, en réparation des préjudices subis. Cette condamnation exemplaire est saluée localement comme un signal fort dans la lutte contre les violences sexuelles commises par des porteurs d'uniformes dans l'est de la RDC.

Vendredi 10 juillet.

Le ministre de la Santé promet de régler les revendications des équipes de riposte contre Ebola. La visite du ministre de la Santé, Roger Kamba, à Bunia, intervient dans un contexte marqué par la grogne des prestataires de la riposte, qui dénoncent le non-paiement de leurs primes, des disparités salariales et des conditions de travail difficiles. Le ministre reconnaît des dysfonctionnements dans la gestion des ressources humaines, notamment lors de la mise à jour des listes du personnel. Il promet la mise en place d'un système de paiement assaini, la distribution de cartes professionnelles servant aussi de cartes bancaires, pour garantir des paiements directs sans intermédiaires, l'assurance que seuls les agents effectivement déployés sur le terrain seront rémunérés. « Nous allons régler cette situation. Chaque agent recevra une carte professionnelle servant aussi de carte bancaire afin que les paiements soient effectués directement, sans intermédiaire ». **L'ONG Hands For Help alerte sur la « banalisation » d'Ebola.** Selon l'organisation, malgré la virulence de l'épidémie, les populations ne sont plus suffisamment sensibilisées ni informées sur les dangers. L'ONG a exhorté les leaders communautaires de Beni (Nord-Kivu) à diffuser des messages positifs et responsables, à sensibiliser sur les risques liés à Ebola, encourager les mesures de prévention (lavage des mains, vigilance face aux symptômes) et lutter contre les rumeurs et la désinformation. Dans le cadre de cette initiative, Hands For Help a remis une dizaine de kits de lavage des mains aux représentants communautaires, destinés à être installés dans les espaces publics et communautaires pour renforcer la prévention. **La société civile de l'Ituri appelle à des mesures urgentes pour renforcer la riposte contre Ebola.** Le Cadre de concertation de la société civile de l'Ituri alerte sur les risques que font peser l'insuffisance des financements, les retards



de paiement des primes et les problèmes de gestion des fonds sur la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Le plan conjoint de riposte du Gouvernement et de l'OMS, évalué à 510 millions USD pour juin-novembre 2026, n'était financé qu'à 35 % à la mi-juin. A cela s'ajoute l'absence de centres de traitement dans plusieurs zones de santé touchées, les retards de paiement de deux mois pour certains agents de santé et le faible suivi des personnes contacts (estimé à 17,4 %). Le rapport propose : la mise en place d'un comité provincial de suivi, le paiement régulier des primes des agents de santé, l'extension des centres de traitement aux zones non couvertes, l'audit indépendant de la gestion des fonds, le renforcement du traçage des contacts. En mission à Bunia, le ministre de la Santé a promis de suivre ces préoccupations et de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la riposte.

La coalition d'opposition C64 pose ses conditions avant tout dialogue avec Kinshasa. Lors d'une rencontre en début de semaine, les membres de la coalition d'opposition C64 affirment avoir répété au président burundais Évariste Ndayishimiye, actuellement à la tête de l'Union africaine qu'il n'est pas question de négocier sans gages de bonne foi de la part de Kinshasa. Car si la coalition salue cette démarche d'écoute, elle refuse de servir de caution à Félix Tshisekedi qui porte un projet de changement de la constitution pour s'offrir la possibilité d'un 3e mandat à la tête du pays. L'opposition exige des préalables clairs pour un dialogue qu'elle veut inclusif : la libération des prisonniers politiques, l'arrêt des poursuites judiciaires à caractère politique et le respect des libertés publiques. Mais le principal point de blocage reste institutionnel. Les opposants refusent d'engager les discussions tant que le président Félix Tshisekedi n'aura pas renoncé publiquement à son projet de changement de la Constitution. Cette initiative est jugée dangereuse alors qu'une partie du territoire national reste occupée. «Notre lutte est menée pour sauver la République, défendre la Constitution et préserver l'avenir de notre nation ». (RFI)

Nouveau rappel à l'ordre de l'armée en RDC : interdiction de l'utilisation « non autorisée » des smartphones au front. L'armée demande aux militaires engagés au front d'éviter toute utilisation non autorisée des téléphones portables, de ne partager ni leur position, ni leurs déplacements, ni leurs missions, ni leurs effectifs, ni des images des opérations sur les réseaux sociaux ou par messagerie. Les Fardc rappellent qu'un seul téléphone mal utilisé peut mettre en danger toute une unité et invitent les militaires à faire preuve de vigilance, de discrétion et à rester concentrés sur leur devoir. Ce rappel à l'ordre fait suite aux vidéos répandues ces derniers jours sur la toile, montrant des soldats congolais se plaindre de leurs conditions au front dans les hauts plateaux de Fizi et Mwenga, au Sud-Kivu où ils font face aux rebelles de l'AFC/M23. (Actualité.CD)

Crise en RDC : le Cardinal Ambongo en consultation chez Sassou Nguesso, sur la crise sécuritaire et politique qui secoue la RDC, ainsi que sur les différentes initiatives diplomatiques visant le retour de la paix dans la région. Cette rencontre s'inscrit dans une séquence diplomatique régionale particulièrement intense. Elle intervient en effet seulement quelques jours après les consultations menées à Bujumbura par le président burundais Évariste Ndayishimiye. Ce dernier avait réuni des acteurs politiques congolais ainsi que de hauts responsables religieux, parmi lesquels des représentants de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), pour baliser la voie vers un dialogue.

École de Guerre de Kinshasa : 27 officiers supérieurs achèvent leur parcours de formation. La 6^e promotion de l'École de Guerre de Kinshasa (EGK) a achevé son parcours de formation le 8 juillet 2026 avec la remise des brevets d'enseignement militaire supérieur (BEMS) à 27 officiers supérieurs, dont 11 stagiaires internationaux. Créée dans le cadre du partenariat de défense entre la France et la RDC, l'EGK forme les cadres des Fardc appelés à exercer des responsabilités stratégiques au sein des Fardc. La France contribue au renforcement des compétences militaires congolaises. Objectif partagé : protéger la souveraineté, défendre l'intégrité territoriale et assurer la sécurité des Congolais. Dix officiers ont également obtenu un Master II en études stratégiques, défense et gestion des catastrophes de l'Université de Kinshasa.

Samedi 11 juillet.

Gbadolite : les agents de la RVA réclament 143 mois d'arriérés de salaires. Les agents affirment vivre dans une extrême précarité qui se traduit par leur incapacité à répondre aux besoins essentiels en alimentation, soins de santé et scolarisation des enfants. La grève lancée le 22 juin 2026, est sans solution concrète à ce jour. Malgré tout, certains continuent à assurer des tâches indispensables au fonctionnement de l'aéroport de Gbadolite. Les agents exigent : le paiement immédiat des 143 mois d'arriérés, la mise en place de mesures durables pour garantir une rémunération régulière, une réaction claire du gouvernement et de la direction générale de la RVA, accusées de silence face à cette crise.

La DGI scelle les installations de KCC à Kolwezi pour non-paiement d'impôts. Les installations de la Kamoto Copper Company (KCC), filiale du géant suisse Glencore, dans la ville de Kolwezi (Lualaba) ont été placés sous scellés entraînant



ainsi l'évacuation du personnel et la suspension temporaire des activités. Motif : le non-paiement d'environ 3 milliards USD d'impôts. La Commission nationale des droits de l'homme salue l'initiative de la DGI et appelle KCC au respect des obligations fiscales. Ce n'est pas la première fois que Glencore et ses filiales sont accusées d'insolvabilité.

P-DDRCS : plus de 6 400 ex-combattants démobilisés et 20 700 enfants retirés des groupes armés en 4 ans. Le responsable du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS) a présenté, le 10 juillet à Kinshasa, un bilan chiffré de ses réalisations devant la presse. Pour le coordonnateur national du programme, les médias ont un rôle déterminant à jouer dans la réussite du processus de désarmement et de stabilisation des communautés et il a souligné que l'approche du P-DDRCS repose avant tout sur l'implication des communautés locales, considérée comme un facteur essentiel pour favoriser la réintégration des ex-combattants et la consolidation de la paix. Le programme entend renforcer son partenariat avec les organes de presse afin d'améliorer la diffusion des messages de sensibilisation auprès des populations concernées. Les responsables du P-DDRCS estiment qu'une communication efficace constitue un levier important pour encourager l'abandon des armes, promouvoir la cohésion sociale et accompagner les efforts de stabilisation dans les zones touchées par l'insécurité.

Tanganyika : l'épidémie de choléra contenue à Kabimba grâce à la prise en charge des malades. « Sur 16 cas, actuellement, nous avons encore 3 cas sous traitement. Les autres sont déjà sortis », a indiqué le docteur Ngoy. D'après les investigations menées par les équipes médicales, la propagation de la maladie serait liée à la consommation de l'eau non traitée provenant du lac Tanganyika, principale source d'approvisionnement de nombreux habitants. Face à cette situation, les autorités sanitaires appellent la population à renforcer les mesures d'hygiène afin de prévenir de nouveaux cas. Le docteur Ngoy recommande l'utilisation de produits de traitement de l'eau, le recours à l'ébullition lorsque les désinfectants ne sont pas disponibles, ainsi qu'un meilleur assainissement du cadre de vie. Les acteurs de la santé saluent également l'appui apporté par la Croix-Rouge, notamment dans les opérations de désinfection des habitations des personnes affectées par la maladie.

Cinq villages au Maniema vidés de leurs habitants après des affrontements entre factions Wazalendo. Les combats se déroulent à la frontière entre la province du Maniema et le territoire de Fizi, au Sud-Kivu. « Les affrontements opposant les deux factions VDP Wazalendo, Brown et Mundos, durent déjà depuis cinq jours à Mabashe, près du village de Misisi, et à Kako, dans le groupement de Kasikassilu. Ces combats ont provoqué plusieurs déplacements internes. Les déplacés sont accueillis à Misisi, Lulimba et Butale », a déclaré l'administrateur du territoire de Fizi. Il exhorte les combattants à faire preuve de responsabilité dans un contexte sécuritaire déjà fragile. Il rappelle que les groupes Wazalendo sont appelés à soutenir les efforts de défense du pays face aux menaces sécuritaires qui persistent dans l'est de la RDC.

Félix Tshisekedi ordonne le retrait immédiat des militaires et policiers déployés illégalement sur des sites miniers. « Une telle situation entretient des perceptions négatives sur la gouvernance de nos ressources naturelles, fragilise les mécanismes de contrôle, favorise les circuits illicites et compromet les efforts déployés par le gouvernement en faveur d'une exploitation responsable, transparente et conforme aux standards internationaux », a déclaré le porte-parole du Gouvernement. Pour Félix Tshisekedi, il est impératif de mettre un terme à ces comportements qui portent atteinte à l'autorité de l'État, à l'image de la RDC ainsi qu'à la crédibilité des réformes engagées dans le secteur minier. Le chef de l'État estime également que la militarisation illégale des sites d'exploitation entraîne des conséquences directes sur les activités minières et sur le climat des affaires. Selon le compte rendu du Conseil des ministres, cette situation entraîne notamment la privation de la jouissance paisible des droits miniers par leurs titulaires légitimes, l'insécurité dans les zones d'exploitation, ainsi que des actes d'intimidation, de tracasseries et d'extorsions visant les services de l'État, les opérateurs miniers et les communautés locales. Les autorités pointent également des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et de traçabilité des minerais, favorisant le développement de réseaux de fraude, de contrebande et d'enrichissement illicite. Le retrait des militaires et policiers déployés en dehors du cadre légal devrait permettre de renforcer l'autorité des institutions compétentes, d'améliorer la traçabilité des minerais et de rassurer les investisseurs sur l'engagement des autorités à faire respecter les règles de gouvernance dans l'industrie extractive. Cette nouvelle directive présidentielle marque une étape supplémentaire dans les efforts de réforme du secteur minier congolais.

Dimanche 12 juillet.

Ituri : 20 civils libérés par les rebelles ADF après plusieurs jours de captivité à Mambasa. Selon l'Association pour la promotion et la défense des droits de l'enfant et de la femme, basée dans cette région, le groupe de personnes relâchées jeudi dernier est composé de cinq enfants mineurs et de membres de la communauté pygmée. Les victimes ont été



abandonnées par leurs ravisseurs à Bambu, un carré minier situé dans le groupement de Bakaheku. Les rescapés rapportent avoir subi des conditions de détention particulièrement difficiles. « Selon les informations en notre possession, l'ennemi a été délogé du carré minier de Tepe où il avait tué plusieurs civils et incendié des habitations. Les rebelles prennent maintenant la direction d'Elota. Nous demandons aux populations d'Elota, Maroc, Pumuzika et Pretoria de rester vigilantes ». L'APDEF salue les opérations menées par les Fardc, qui ont permis de déloger les ADF de Tepe, où ils tentaient d'installer une nouvelle base.

Air Congo lance une nouvelle ligne Kinshasa-Muanda. Après des années d'attente, l'arrivée d'Air Congo à Muanda, la ville côtière du Kongo-Central, suscite espoir et enthousiasme. En réduisant considérablement le temps de trajet entre Muanda et Kinshasa, cette nouvelle liaison aérienne permet aux voyageurs d'éviter les embouteillages souvent rencontrés sur la route. Elle devrait ainsi faciliter les déplacements et les échanges commerciaux entre les deux villes.

Ebola : 43 nouveaux cas et 24 décès enregistrés en Ituri et au Nord-Kivu. Les 24 décès ont été enregistrés dans les zones de santé de Bunia, Nizi et Rwampara (Ituri) en 48 heures. Dans son dernier rapport épidémiologique, le COUSP RDC parle d'un cumul de 1 873 cas confirmés et 672 décès : soit un taux de létalité globale de 36% depuis la déclaration de cette 17ème épidémie au pays le 15 mai dernier. Le COUSP RDC indique cependant que 6 nouveaux patients ont été déclarés guéris et sortis d'hôpital samedi dans la province de l'Ituri. Enfin, le Centre d'opérations d'urgences de santé publique annonce l'expansion désormais de l'épidémie dans les provinces de la Tshopo et du Haut-Uele, avec des cas confirmés venus probablement de Niania dans le territoire de Mambasa en Ituri.

RDC : un audit signale près de 40% d'agents fictifs ou inactifs dans la police. Sur 158 000 dossiers examinés, près de 40 % sont jugés suspects. Selon le gouvernement, ces irrégularités pourraient représenter une perte comprise entre 8,3 et 19,4 millions de dollars par mois, soit jusqu'à 233 millions de dollars par an si rien n'est fait. Les autorités veulent désormais financer une vaste opération d'identification biométrique et de délivrance de cartes aux policiers afin de mieux maîtriser les effectifs et la masse salariale. Mais ces révélations inquiètent aussi sur le plan sécuritaire. Des organisations de la société civile rappellent que le pays compte déjà environ un policier pour plus de 700 habitants, un ratio jugé insuffisant. Or, le gouvernement ne prévoit que le recrutement de 90 000 nouveaux policiers sur cinq ans. (RFI)

Est de la RDC : Bujumbura et Moscou prônent le dialogue pour une solution africaine à la crise sécuritaire. La situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, marquée par la poursuite des hostilités impliquant la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, a été évoquée lors d'une conférence de presse conjointe le 10 juillet 2026 à Bujumbura entre le ministre burundais des Affaires étrangères et son homologue russe Sergueï Viktorovitch Lavrov, en visite de travail au Burundi. Édouard Bizimana a insisté sur la nécessité de privilégier les initiatives africaines dans la recherche de la paix et de la stabilité dans la région des Grands Lacs. Le chef de la diplomatie burundaise a également évoqué le soutien de la Russie à une représentation plus équitable de l'Afrique au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Abordant la situation dans l'Est de la RDC, il a souligné l'importance de renforcer la coopération régionale afin de favoriser une résolution pacifique du conflit. De son côté, Sergueï Viktorovitch Lavrov a rappelé l'attention particulière accordée par Moscou aux différentes crises qui touchent le continent africain, notamment dans la région des Grands Lacs. Selon lui, la proximité du Burundi avec la crise congolaise explique l'importance accordée aux discussions sur la situation dans l'Est de la RDC. Il a également réaffirmé son attachement au principe selon lequel les problèmes africains doivent trouver des solutions africaines. Il estime que l'implication d'acteurs extérieurs dans la gestion des crises du continent pourrait davantage compliquer les efforts de règlement. Cette situation intervient alors que, malgré l'existence de l'Accord de Washington et la tenue successive de réunions d'évaluation, la situation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC continue de se détériorer. Des tensions persistent également entre Kinshasa et Kigali, chaque camp interprétant à sa manière les dispositions de l'Accord de Washington, ce qui rend sa mise en œuvre complexe et difficile, une année après sa signature au niveau ministériel. Il en va de même pour le processus de Doha, placé sous l'égide de l'État du Qatar. Malgré plusieurs cycles de discussions, Kinshasa et l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, peinent toujours à rapprocher leurs positions sur les principaux points de divergence. Chaque partie continue d'interpréter les dispositions de l'accord selon sa propre lecture, rendant sa mise en œuvre davantage incertaine. (Actualité.CD)

Lundi 13 juillet.

Pendant que les négociations piétinent, l'AFC/M23 consolide son emprise dans l'Est de la RDC. Au Sud-Kivu, l'AFC/M23 poursuit son offensive et consolide son contrôle de Point Zéro, une position jugée stratégique par plusieurs



sources sécuritaires. Selon ces dernières, cette zone pourrait servir de point d'appui vers d'autres axes, notamment en direction des provinces du Maniema et du Tanganyika. Dans le Nord-Kivu, le mouvement renforce également ses positions dans le sud du territoire de Lubero. La société civile redoute une reprise des affrontements dans cette partie de la province. Parallèlement, l'AFC/M23 poursuit l'installation de son administration dans les zones sous son contrôle. À l'approche de la prochaine rentrée scolaire, le mouvement entend désormais encadrer la gestion administrative et financière des établissements scolaires.

Ebola : Kisangani désormais touchée par l'épidémie, quatre cas confirmés importés de l'Ituri. Cette évolution marque une nouvelle étape dans la progression de l'épidémie, qui continue de mobiliser les autorités sanitaires congolaises et leurs partenaires. Makiso-Kisangani apparaît comme l'épicentre actuel de la maladie avec deux cas confirmés, 18 cas suspects, deux décès et 27 contacts actifs. Mangobo compte un cas confirmé, quatre cas suspects et 35 contacts actifs, tandis que Lubunga enregistre un cas confirmé, trois cas suspects et 12 contacts actifs. Les autorités sanitaires redoutent une transmission communautaire et au sein des structures de santé (nosocomiale) dans les zones déjà affectées. Les zones frontalières avec l'Ituri, particulièrement Bafwasende et Waniarukula, sont considérées comme à haut risque en raison de leur proximité avec Niania, l'un des foyers de l'épidémie. « Les équipes de riposte restent mobilisées avec l'appui des partenaires techniques et financiers pour contenir la propagation du virus », a souligné le chef de la Division provinciale de la santé.

Est de la RDC : intimidations et enlèvements inquiètent les acteurs sociaux dans le Sud-Kivu. Alors que la situation sécuritaire reste fragile dans plusieurs villages environnants à la suite de la guerre de l'AFC/M23, les acteurs sociaux et défenseurs des droits humains qui osent dénoncer les abus suite à la sur-militarisation des agglomérations de Baraka et Fizi-centre sont souvent maltraités et qualifiés de collaborer avec les rebelles. « Ils subissent des menaces de mort, des arrestations arbitraires et plusieurs formes d'intimidation. Ils sont souvent assimilés aux alliés des rebelles du mouvement AFC/M23. Nous demandons aux autorités congolaises de pouvoir garantir notre sécurité, de cesser tout genre d'intimidation à notre égard, car nous ne sommes pas partie prenante au conflit armé qui oppose le gouvernement congolais et l'AFC/M23. » (RFI)

Pedals for Peace : le message de paix de Miguel Masaisai mobilise la jeunesse de Mbuji-Mayi avant son départ pour Kananga. Après avoir passé près de 48 h à Mbuji-Mayi, le jeune cycliste congolais Miguel Masaisai, 25 ans, est en route ce 13 juillet en direction de Kananga, dans le Kasai-Central. Parti de Goma avec pour ambition de rejoindre Rabat, au Maroc, à vélo, le jeune cycliste congolais Miguel Masaisai, 25 ans, porte un message de paix, d'amour, d'unité et de cohésion nationale à travers son initiative baptisée « Pedals for Peace » (« Des coups de pédale pour la paix »). Son passage dans la capitale du Kasai-Oriental a suscité un vif intérêt parmi les jeunes. Entre admiration, espoir et interrogations, nombreux sont ceux qui se sont rassemblés pour échanger avec lui sur la grande place de Bonzola, dans la commune de Kanshi. Durant son séjour, Miguel Masaisai a multiplié les rencontres avec les jeunes de la ville, partageant sa vision d'un Congo uni où chaque citoyen contribue à la consolidation de la paix. Son message a trouvé un écho particulier auprès d'une jeunesse en quête de repères et de perspectives. « Ce qu'il fait, c'est incroyable. Ça montre que nous aussi, on peut changer les choses. Moi, ça m'inspire, mais ça me fait peur aussi. On veut la paix, mais on manque d'opportunités. On ne sait pas si nos rêves vont tenir », témoigne un jeune de Mbuji-Mayi. Les échanges ont également permis aux jeunes d'exprimer leurs préoccupations. Chômage, manque d'opportunités, insécurité et absence d'espaces d'expression figurent parmi les principales difficultés évoquées. Si le message de Miguel les inspire, il met également en lumière les frustrations auxquelles ils sont confrontés.

Kwilu : 4 morts et plus de 50 détenus évadés de la prison centrale de Bulungu. Quatre personnes sont mortes la soirée de dimanche lors de l'évasion signalée à la prison centrale de Bulungu. C'était lors des tirs de sommation effectués pour stopper les détenus qui étaient sur le point de fuir. Sur les 63 détenus, plus de 50 ont été évadés. Les circonstances exactes de l'évasion restent inconnues. Sur les 63, il n'y avait que huit condamnés. La majeure partie avait passé plusieurs mois sans être jugée.

Félix Tshisekedi ciblé par un dépôt de plainte à la Cour pénale internationale. L'avocat belge Bernard Maingain et son confrère congolais Hervé Diakiese ont déposé une plainte devant la Cour pénale internationale (CPI) ce 10 juillet 2026 pour crimes contre l'humanité en RDC. Une plainte portée par des parents de victimes, des survivants de torture et de détention arbitraire mais aussi des associations katangaises qui mettent en avant la répression systémique opérée contre leurs membres. Pour cette plainte à la CPI, les avocats ont documenté onze massacres qui se sont déroulés sous la présidence de Félix Tshisekedi et qui ont fait plus de 2 000 morts sur toute l'étendue du territoire congolais, de l'assassinat de jeunes



membres d'un parti politique (Unafec) ou d'étudiants à Lubumbashi, au massacre d'un groupe mystico-religieux à Goma ou, encore, "l'assaut planifié des forces de sécurité à la prison de Makala à Kinshasa qui a fait plus de 2 000 morts. "Tout est documenté. Images, vidéos, témoignages multiples", explique Maître Bernard Maingain, soutenu par Igor Muteb Sakaumin, un Katangais victime d'un enlèvement transfrontalier. "Dès mon arrestation en Zambie par des Congolais sous les ordres du général John Tshibangu, J'ai été transféré à Kinshasa. Personne ne savait où je me trouvais", confie-t-il avant d'expliquer qu'il se trouvait dans la prison de Makala, le 2 septembre 2024, lors du massacre qui, selon les autorités auraient fait 129 morts. Un chiffre qui ne correspond en rien aux images diffusées en direct par des détenus et des militaires qui filmaient des amas de corps, chargés à la sauvette par des militaires dans des camions. "Il y a eu quatre camions, explique M. Muteb, de très nombreux autres corps ont été enfouis sous le bâtiment 11. Je les ai vus de mes yeux." Maître Diakiese, avocat congolais inscrit aux Barreaux de Matadi et de Paris, insiste, lui, sur le poids des discours de haine lancés à l'égard des Katangais. "De nombreux discours, tenus par des responsables du parti présidentiel, par des pasteurs, mais aussi par le président de la République lui-même, sont des messages à l'attention des membres de l'ethnie présidentielle, les Kasaiens. On entend un bourgmestre déclarer : les Baluiba (ethnie du président originaire du Kasai) n'ont pas le pouvoir, ils sont le pouvoir. Ce qui signifie qu'on ne peut leur retirer ce pouvoir. D'autres appellent à la mobilisation des Kasaiens". Certains orateurs zélés n'hésitent pas à appeler au meurtre de tous ceux qui oseraient s'opposer au pouvoir du président Tshisekedi. La plainte doit désormais être examinée par les services du Procureur de l'institution qui devra décider si celle-ci est recevable. **(La Libre Afrique)**

Mardi 14 juillet.

Conseil de sécurité de l'ONU : la RDC plaide pour une gouvernance responsable des ressources naturelles au service de la paix. Dans le cadre de la présidence congolaise du Conseil de sécurité des Nations unies, la ministre des Affaires étrangères, a présidé, lundi 13 juillet à New York, une réunion informelle selon la formule Arria consacrée à l'évaluation du déficit normatif en matière de ressources naturelles et de paix : fondements et perspectives. Cette rencontre a réuni des diplomates, experts et représentants d'organisations internationales autour d'une réflexion sur le rôle des ressources naturelles dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Dans son intervention, la ministre d'État a appelé la communauté internationale à dépasser une approche centrée sur la gestion des conflits afin de promouvoir une gouvernance responsable des ressources naturelles comme levier de prévention, dans le plein respect de la souveraineté des États. Selon la ministre d'État, l'exploitation des ressources stratégiques doit davantage contribuer au développement économique, à la stabilité et à la prospérité des populations plutôt qu'alimenter les tensions et l'insécurité. Prenant également la parole lors de cette réunion, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Huang Xia, a souligné que les ressources naturelles ne devaient pas être perçues uniquement comme des facteurs de concurrence ou de conflit. Pour le diplomate onusien, elles peuvent au contraire constituer un puissant levier de coopération régionale, de stabilité et de développement durable. L'envoyé spécial a également estimé que la création d'opportunités économiques concrètes demeure un élément essentiel pour garantir une paix durable dans la région des Grands Lacs. Cette réunion ouvre une importante séquence diplomatique qui culminera le 22 juillet prochain avec un débat public de haut niveau du Conseil de sécurité, présidé par le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. À travers cette initiative, la RDC entend placer la question de la gouvernance des ressources naturelles au cœur des réflexions internationales sur la paix et la sécurité, tout en plaidant pour un cadre normatif plus cohérent et mieux adapté aux réalités des pays producteurs, selon des sources officielles.

Haut-Uele : la progression des ADF provoque le déplacement de plus de 10 000 civils vers Watsa et Wamba. Les rebelles des Forces démocratiques alliées auraient installé leur principal bastion à Suka ya Mboka, au cœur de la forêt située entre le territoire de Mambasa, en Ituri, et les territoires de Wamba et de Watsa, dans le Haut-Uele. Cette situation a provoqué le déplacement de plus de 10 mille personnes, principalement des chefferies de Mahaa, Andobi et Kebo-Apodo. Pour échapper aux tueries, ces milliers de familles apeurées convergent désormais vers des agglomérations jugées plus sécurisées, notamment Gombari, Watsa-Centre, Moku et Giro, où elles s'entassent dans un dénuement total. Ce flux massif de déplacés est accentué par un déficit criant de couverture sécuritaire. La société civile déplore l'absence totale de forces de l'ordre ou le sous-effectif chronique des détachements militaires des Fardc dans les villages frontaliers, laissant les populations sans défense face aux incursions. Face à cette menace persistante des rebelles ADF dans l'Est et le Nord-Est de la RDC, les autorités congolaises veulent renforcer la riposte. Les responsables sécuritaires de cinq provinces sont réunis à Kisangani pour élaborer un plan régional d'éradication de ce groupe armé, actif en Ituri, Nord-Kivu, et aussi dans certaines zones de la Tshopo et du Haut-Uélé.



Le Symeco réclame un dialogue direct avec le Gouvernement pour mettre fin à la grève des médecins. Le responsable du Syndicat des médecins du Congo a notamment évoqué le retard dans l'intégration totale de la paie complémentaire au troisième trimestre 2026, le paiement des arriérés accumulés, la reprise de la programmation régulière de la prime de risques professionnels ainsi que de la mécanisation, sans oublier la signature des actes de régularisation administrative attendus par de nombreux praticiens. Malgré la poursuite du mouvement de grève, le Symeco affirme rester attaché à la voie du dialogue social. Le syndicat demande ainsi au gouvernement d'ouvrir « un dialogue direct et sincère » avec les quatre organisations syndicales représentant les médecins, dans l'objectif de restaurer un climat de confiance et de parvenir à une solution durable à la crise sociale qui secoue le secteur de la santé. La poursuite de ce mouvement social, lancé depuis le 3 juillet, continue de peser sur le fonctionnement des structures sanitaires publiques du pays.

Le ministère du Commerce extérieur s'engage à accompagner Manono Lithium vers le marché mondial. Dès la première phase d'exploitation, projetée à 500 000 tonnes annuelle, une part significative du minerai brut sera transformée sur place en sulfate de lithium. Cette valorisation locale, fortement saluée par le ministre Julien Paluku, servira de levier majeur pour la création d'emplois locaux avant l'expédition du produit par voie lacustre vers les usines mondiales de batteries et de véhicules électriques. Le site de Manono abrite des réserves géologiques exceptionnelles, estimées à plus de 400 millions de tonnes de minerais, ce qui en fait l'un des plus importants gisements de lithium non développés au monde. Pour valoriser cette richesse, l'exploitation industrielle est structurée autour d'un partenariat public-privé associant l'État congolais, la société portefeuille Cominière et le géant minier chinois Jinxiang Lithium Limited.

Mercredi 15 juillet.

Ebola en RDC : plus de 700 morts enregistrés en deux mois. La maladie, qui s'étend sur cinq provinces du pays, a déjà fait plus 700 morts. Certes des avancées dans la riposte ont été enregistrées avec plusieurs centaines de guérisons. Depuis le 17 mai, d'importants efforts sont déployés par le Gouvernement congolais et ses partenaires, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Africa CDC, Médecins sans frontières (MSF), ainsi que plusieurs autres organisations internationales pour faire face à cette 17ème épidémie d'Ebola en RDC. Des moyens ont permis l'acheminement d'importantes quantités de matériel médical, la construction et l'équipement d'une dizaine de centres de traitement d'Ebola, notamment à Bunia, Rwampara, Mongbwalu, Nyakunde, Komanda et Aru. Toujours sur une note positive, il y a aussi 300 patients déclarés guéris et sortis des centres de traitement d'Ebola. Cependant, la grève des prestataires de santé affecte le bon fonctionnement de certains de ces centres de traitement. Ils réclament le paiement de leurs primes et salaires, malgré les promesses du ministre de la Santé publique. Cette situation risque de compromettre la prise en charge des malades et favoriser la propagation du virus, selon des acteurs socio-politiques. A cela s'ajoutent l'insécurité dans certaines zones affectées par la maladie et l'indiscipline de certaines couches de la population qui ne respectent pas toujours les mesures barrières mises en place par les autorités pour couper la chaîne de propagation de la maladie. Le dernier bilan officiel fait état de 1 926 cas confirmés d'Ebola, dont 702 décès depuis la déclaration de l'épidémie en RDC.

Silences et démentis à la suite d'accusations russes, contre l'Ukraine sur l'est de la RDC. C'est Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, qui a formulé l'accusation la plus directe, le 10 juillet, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue burundais Édouard Bizimana, à Bujumbura. « Les autorités légitimes de cette République, avec le soutien du Burundi, cherchent aujourd'hui à faire face à l'agression menée par le groupe dit M23, soutenu par des représentants étrangers, parmi lesquels figurent également des Ukrainiens », a-t-il déclaré, sans détailler la nature de cette présence ni fournir d'élément à l'appui. Deux semaines plus tôt, le 26 juin, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, la représentante russe par intérim, avait tenu des propos plus prudents et sensiblement différents. Selon le texte de son intervention, elle s'était dit « préoccupée par des informations selon lesquelles des mercenaires étrangers, y compris ceux ayant acquis une expérience de combat en Ukraine, seraient employés comme instructeurs et opérateurs de drones ». Cette déclaration ne mentionne pas de ressortissants ukrainiens ni un soutien de l'État ukrainien, mais des mercenaires ayant acquis une expérience de combat sur le théâtre ukrainien – une distinction que la diplomate elle-même n'a pas comblée. (RFI)

L'AFD déploie plus de 700 millions d'euros en RDC et finance un nouveau bâtiment pour l'INRB. Le Directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Christophe Lecourtier, a entamé sa mission officielle en RDC, mardi 14 juillet, par une visite de travail à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB), scellée par l'annonce de la construction d'un nouveau bâtiment administratif à Kinshasa. Ce déploiement stratégique s'appuie sur le portefeuille global de l'AFD en République démocratique du Congo, qui s'élève désormais à plus de 700 millions d'euros répartis sur 35 projets



actifs, visant à consolider la formation médicale et la riposte aux épidémies. « La première contribution, c'est d'abord la formation. Ceux qui sont sur le terrain là-bas, le professeur Placide, il a fait sa thèse à Montpellier, en France. Le professeur Ahuka, qui vient d'être nommé Incident Manager, il a fait aussi sa thèse à Montpellier ». Christophe Lecourtier a salué l'excellence et l'abnégation des chercheurs locaux, dont les travaux en laboratoire dépassent largement les frontières de l'Afrique centrale : « J'ai plein de gratitude pour le centre de recherche que vous constituez, avec la qualité des professeurs que vous avez pu rassembler. Et ce rôle de sentinelle, évidemment, vous le jouez finalement pour nous tous, pour l'Europe aussi ».

L'Assemblée nationale entame l'examen du projet de loi de programmation militaire 2027-2030.

Dans son exposé, le patron de la Défense nationale congolaise, Guy Kabombo Muadiamvita, a d'abord dressé le bilan des insuffisances et des contraintes ayant freiné l'exécution de la précédente programmation militaire, avant de présenter les grandes orientations de la nouvelle programmation couvrant la période 2027-2030. Dans le même registre, il a présenté la nouvelle architecture de cette programmation, articulée autour de six programmes majeurs destinés à structurer l'effort de montée en puissance des Fardc, conformément à la vision du chef de l'État et commandant suprême des Fardc. Il s'agit notamment du renforcement de la formation, de l'acquisition d'équipements, de la modernisation des infrastructures militaires, de l'intensification de l'entraînement et des opérations, du développement des capacités de renseignement militaire, ainsi que de la promotion d'une véritable industrie nationale de défense. « Comme on peut s'en apercevoir, la présente loi de programmation militaire définit les priorités nationales en matière de défense nationale et établit un cadre de programmation financière pluriannuel visant le renforcement des capacités opérationnelles et le développement des Forces armées de la République démocratique du Congo », a-t-il ajouté. Poursuivant son exposé, il a également mis en avant le Fonds de soutien au développement des Fardc, présenté comme un mécanisme destiné à soutenir l'effort de guerre. Il a indiqué que la campagne de sensibilisation autour de ce fonds se poursuit auprès des partenaires ainsi que des donateurs publics et privés, invités à contribuer au développement de l'appareil de défense nationale. Créé par ordonnance présidentielle après son adoption en Conseil des ministres, ce fonds est destiné à mobiliser des ressources supplémentaires en faveur du secteur de la défense. Évoquant l'urgence du contexte sécuritaire, le Vice-Premier ministre de la Défense nationale a insisté, devant les élus du peuple, sur la nécessité d'une prise en compte adéquate de cette programmation dans la loi des finances, condition jugée indispensable pour réussir la réforme et consolider, sur le terrain, la professionnalisation ainsi que la modernisation des Fardc. Cette démarche intervient dans un contexte marqué par l'agression rwandaise à travers la résurgence de la rébellion de l'AFC/M23, qui contrôle de vastes portions des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. (Actualité.CD)

